La décision de quitter l'OMS risque d'affaiblir la sécurité sanitaire mondiale

Vincent Bordenave

« *L'OMS nous a escroqués !* » Parmi les nombreux décrets affichés dans les heures qui ont suivi son investiture, Donald Trump a signé un texte exhortant les agences fédérales à « *suspendre le transfert futur de tout fonds, soutien ou ressource du gouvernement des États-Unis à l'OMS* ». Le porte-parole de l'organisation a rapidement réagi depuis Genève espérant « *que les États-Unis (allaient) revoir leur position et s'engageront dans un dialogue constructif* ».

« *C'est un séisme,* commente Antoine Flahault, professeur de santé publique à l'université de Genève et directeur de l'Institut de santé globale. *Nous savions que ce scénario était probable. Ces derniers mois, nous espérions encore que les partisans d'une refonte de l'OMS allaient l'emporter au sein de l'Administration Trump.* » Le départ des États-Unis, principal donateur et partenaire de l'OMS, avait déjà été annoncé lors du premier mandat de Donald Trump, en juillet 2020. C'est Joe Biden qui avait suspendu cette décision en janvier 2021. « *Il y a ici un flou juridique,* analyse Antoine Flahault. *On ne sait pas si c'est la suspension de Joe Biden qui est annulée ou bien s'il s'agit d'une nouvelle procédure de départ. Dans le premier cas, la suspension aurait un effet immédiat. Dans le second, un délai d'un an devrait être respecté, ce qui pourrait ouvrir la porte à de nouvelles négociations.* » Des négociations qui, si elles avaient lieu, pourraient porter sur les contributions des États membres, principal reproche du 47e président américain, qui regrettent que son pays cotise un montant dix fois plus important que la Chine. Ironie de la situation, ces derniers se sont empressés de soutenir l'OMS par l'intermédiaire du porte-parole de la diplomatie chinoise, Guo Jiakun. « *On assiste à un basculement au sein des agences internationales,* précise Antoine Flahault. *L'Occident et les États-Unis subissent une perte d'influence, que ce retrait ne fait que confirmer. Sur de nombreux sujets, comme la santé et les droits des femmes et des minorités sexuelles, cela pourrait avoir de graves conséquences.* »

« On ne sait pas encore si ce départ implique une sortie du règlement sanitaire international, signé pour faire face aux crises sanitaires »

Antoine Flahault
Professeur de santé publique à l'université de Genève et directeur de l'Institut de santé globale

Dans l'immédiat, ce départ ne met pas en danger l'organisation, qui perd 15 % de son financement. Mais certains programmes, comme le programme de lutte contre la tuberculose ou celui sur la sécurité alimentaire, vont perdre une part beaucoup plus importante. « *Ce retrait va affaiblir la sécurité sanitaire mondiale,* insiste Antoine Flahault. *Il va fragiliser des programmes essentiels, mais va également provoquer un retour en arrière sur la fluidité des échanges dans la surveillance des nouveaux pathogènes. Au-delà du financement, les agences et les laboratoires américains comme les CDC offrent une expertise en nature indispensable dont ne pourra plus bénéficier l'OMS.* »

Selon certains experts, le pays pourrait perdre un accès privilégié à des données de surveillance épidémique. Ce qui pourrait nuire à la prévention des menaces sanitaires, alors que la forte circulation du virus de la grippe aviaire H5N1 aux États-Unis accentue les craintes. « *Quant au H5N1 circulant aux États-Unis, je ne pense pas que ce départ augmente le risque pandémique,* nuance cependant Antoine Flahault. *L'Administration américaine bénéficiera toujours de l'expertise d'excellence des laboratoires américains. En revanche, on ne sait pas encore si ce départ implique une sortie du règlement sanitaire international, signé pour faire face aux crises sanitaires. Ce qui pourrait avoir des conséquences graves en perdant l'expertise des meilleurs laboratoires au monde, qui ne seront plus contraints de rapporter leurs données à l'OMS.* »

Avec la probable nomination comme ministre de la Santé de Robert Kennedy Jr, antivax notoire, ce départ entérine-t-il un changement radical dans les politiques de santé ? « *Sur beaucoup de sujets, la ligne n'est pas encore claire,* prévient Antoine Flahault. *Par exemple, l'Administration Trump est divisée sur le sujet de l'obésité. Il est très difficile de savoir de quel côté la pièce va tomber, entre Elon Musk, qui défend une approche exclusivement médicamenteuse, et Robert Kennedy, qui lui veut faire céder les puissants lobbies alimentaires pour favoriser des produits moins transformés. Reste à voir prochainement si Kennedy sera confirmé par le Sénat.* » ■

---

le encore, le signal envoyé par Donald Trump est délétère. En 2017 déjà, il faisait comprendre au reste du monde que « *les préoccupations souveraines l'emportent sur les intérêts collectifs* », note Christina Voigt, experte en droit international de l'environnement à l'université d'Oslo. Aujourd'hui, il enfonce le clou alors que « *les enjeux sont bien plus importants,* selon elle. *Nous savons que le dépassement de 1,5 °C est imminent. Cela exige de la part de tous une action beaucoup plus ambitieuse que ce qui était prévu il y a quelques années* ».

L'an dernier, les émissions de gaz à effet de serre américaines n'ont baissé

qui nous y aidera », a-t-il clamé lors de son discours d'investiture. Il entend « *forer à tout va* » et a déjà levé les restrictions sur les activités pétrolières en Alaska. Lundi, il a suspendu les projets éoliens en mer, annulé les objectifs fixés par Joe Biden en matière de véhicules électriques et levé le moratoire sur les projets d'exportation de gaz naturel liquéfié.

Certaines mesures peuvent rapidement passer par décret, mais d'autres nécessiteront l'approbation du Congrès, comme le détricotage potentiel du grand plan climat de Joe Biden, l'Inflation Reduction Act (IRA), qui

en matière de politique climatique ne fera que nuire davantage à toute possibilité pour les acteurs américains de concurrencer la Chine dans le domaine des énergies propres »

Kate Logan
Asia Society Policy Institute